

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément Ader  
51100 REIMS

Reims, le

|

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GEODIS WALBAUM**

11 Avenue Marechal Joffre  
51201 Épernay

Références : D2 2023-339  
Code AIOT : 0003014962

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement GEODIS WALBAUM implanté 11 Avenue du Maréchal Joffre 51200 Épernay. L'inspection a été annoncée le 13/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi des échéances ayant fait suite à la précédente visite d'inspection du 25/05/2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEODIS WALBAUM
- 11 Avenue Marechal Joffre 51201 Épernay
- Code AIOT : 0003014962
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est régulièrement déclaré (récépissé de déclaration du 27 novembre 2006) pour une activité de stockage de matières combustibles sous la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des échéances de la précédente visite

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Contrôle périodique - non-conformités - travaux	Lettre préfectorale du 10/06/2021, constat n°3 de la visite du 25/05/2021	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle périodique - non-conformités - échéancier	Lettre préfectorale du 10/06/2021, constat n°3 de la visite du 25/05/2021	/	Sans objet
3	Défense incendie - extincteurs et RIA	Lettre préfectorale du 10/06/2021, constat n°4 de la visite du 25/05/2021	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite permet de lever l'échéance du constat n°4 de la visite du 25/05/2021. Une attestation reste à fournir afin de lever le constat n°3, dans un délai indiqué dans ce rapport et rappelé dans le courrier l'accompagnant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Contrôle périodique - non-conformités - échéancier**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/06/2021, constat n°3 de la visite du 25/05/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique - non-conformités - échéancier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Par lettre de suite préfectorale du 10 juin 2021, il a été demandé à l'exploitant de : "au plus tard le 1er juillet 2021, vous transmettez à l'inspection des installations classées votre échéancier des dispositions que vous prendrez pour remédier aux deux non conformités relevées par votre organisme de contrôle."
<b>Constats :</b> Les non-conformités concernées, relevées lors du contrôle périodique du 29/03/2021, sont : - l'absence de détection automatique (point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017) - l'absence de justificatif relatif à une analyse foudre  Par courrier du 25/06/2021, l'exploitant a transmis l'échéancier demandé. Un contrôle complémentaire a eu lieu le 06/06/2022. Le rapport correspondant indiquait que toutes les non-conformités majeures étaient soldées. Le prochain contrôle quinquennal est prévu en 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Contrôle périodique - non-conformités - travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/06/2021, constat n°3 de la visite du 25/05/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique - non-conformités - travaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Par lettre de suite préfectorale du 10 juin 2021, il a été demandé à l'exploitant de : "au plus tard le 1er avril 2022, vous transmettez à l'inspection des installations classées la justification de la réalisation des travaux de mise en conformité."
<b>Constats :</b> Concernant l'absence de détection automatique : Une détection automatique d'incendie a été installée, avec transmission de l'alarme dans les différents bâtiments de l'entrepôt. Elle est directement reliée à un service de surveillance (contrat). La centrale a été entièrement changée. Les travaux ont été réceptionnés en juin 2022.  Concernant l'absence de justificatif relatif à une analyse foudre : L'analyse du risque foudre a été réalisée le 11/06/2021 par une société spécialisée (rapport du 28/06/2021). Elle a été suivie d'une étude technique (rapport du 08/10/2021). Les dépenses correspondantes ont été engagées en 2022 et les travaux commandés le 11/04/2023. Ces derniers sont programmés au second semestre.
<b>Observations :</b> L'inspection propose que soit demandé à l'exploitant de : - transmettre à l'inspection tout justificatif de la réception des travaux de mise en conformité relatifs au risque foudre, dès leur réception, sans toutefois que la date n'excède le 31 décembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 3 : Défense incendie - extincteurs et RIA**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 10/06/2021, constat n°4 de la visite du 25/05/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie - extincteurs et RIA
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Par lettre de suite préfectorale du 10 juin 2021, il a été demandé à l'exploitant de : "sous un délai de 1 mois, vous transmettez à l'inspection des installations classées les justifications suffisantes qui montrent que les extincteurs et les RIA sont répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions, situés à proximité des issues et qu'ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Les extincteurs et les RIA doivent être tous bien visibles et facilement accessibles."
<b>Constats :</b> Un diagnostic a été réalisé par une société spécialisée (commande du 30/06/2021). A l'issue de cette étude, les équipements de lutte contre l'incendie ont été complétés dans les 2 bâtiments de stockage. Les panneaux des plans d'interventions de chaque bâtiment ont été refaits et prennent respectivement en compte les nouveaux emplacements de ces équipements. L'ensemble des plans du site, faisant apparaître ces équipements, doit être mis à jour et transmis au SDIS51, le cas échéant. Une cuve a été ajoutée sur l'arrière du bâtiment de stockage n°1. Elle est alimentée par le réseau d'eau de la ville et sa contenance permet une disponibilité en eau d'une durée de près de 20 minutes.
<b>Observations :</b> Ce constat permet de lever le constat n°4 de la visite d'inspection du 25/05/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet